

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

2025-012

Section I - Acheteur public

1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dénomination Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse	À l'attention de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse
Adresse Hôtel Consulaire 1 rue Adolphe Landry	Code postal 20293 CEDEX
Localité/ville BASTIA	Pays : France
Téléphone : 04.95.54.44.44	Télécopieur : 04.95.54.44.45

2. Type d'acheteur public :

- ☒ État
☐ Collectivité territoriale
☐ Autre (préciser)

Section II - Objet de l'accord cadre

II.1 . Accord-cadre à marchés subséquents relatif aux services d'entretien intérieur du bâtiment de l'Hôtel Consulaire.

II.2 Nomenclature européenne CPV :

50000000-5 / Services de réparation et d'entretien

II.3 Durée :

L'accord cadre est passé pour une durée de 04 (quatre) ans à compter de sa notification.

Section III - Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1 Mode de passation :

L'accord cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert- définie par les articles L.1 à L.6, R.2113-1, R.2124-2 ;1°; R.2161-2, R.2161-3.2°, R.2161-4, R.2161-5, R.2162-2 al.1, R.2162-4.2°, R.2162-7 à 10 du Code de la Commande publique.

III.2 Mode de dévolution :

Afin de susciter la plus large concurrence, le pouvoir adjudicateur passe l'accord cadre en lots séparés. Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots.

La présente procédure regroupe 3 (trois) lots :

Lot 1 : Services d'entretien de peinture intérieur.

Lot 2 : Services d'entretien et de maintenance des menuiseries intérieures.

Lot 3 : Services d'entretien de second oeuvre.

III.3 L'accord cadre est à marchés subséquents et multi attributaires.

L'accord cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 al.1 du Code de la Commande Publique.

Il est exécuté au fur et à mesure par remise en concurrence de l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre dès la survenance d'un nouveau besoin et ce, conformément aux dispositions des articles R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la Commande Publique.

La Chambre de Commerce a décidé de passer un accord-cadre sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel conformément à l'article R.2162-4.2° du Code de la Commande Publique :

Lot 1 : Montant maximum annuel de 100 000 €HT

Lot 2 : Montant maximum annuel de 100 000€HT

Lot 3 : Montant maximum annuel de 100 000€HT

III.4 Unité monétaire :

L'euro.

III.5 Modes de financement et de règlements :

Les prestations seront financées par le budget des sections comptables 101 et réglées par mandat administratif suivi d'un virement bancaire sous 30 jours au plus tard à la réception des factures.

III.6 Langue de rédaction des propositions :

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

III.7 Groupement des offres :

Les entreprises peuvent présenter leur offre sous forme de groupement solidaire ou conjoint. Une même entreprise ne pourra figurer dans plusieurs groupements ni présenter simultanément une offre groupée et une offre individuelle.

III.8 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Section IV –Modalités de présentation et d'envoi des candidatures

IV.1 La dématérialisation des propositions

La dématérialisation des marchés publics est obligatoire depuis le 1^{er} octobre 2018.

L'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique prévoit que « Sous réserve des dispositions des articles R.2132-11 à R.2132-13, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre ont lieu par voie électronique.

Un moyen de communication électronique est un équipement électronique de traitement, y compris la compression numérique, et de stockage de données diffusées, acheminées et reçues par fils, par radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques ».

Seront déclarées irrégulières les offres qui seront transmises au format papier ou sur un support électronique comme une clé USB.

Les candidats doivent transmettre leur candidature et offre par voie dématérialisée en se rendant sur le site de la plateforme des Achats de l'État via le site de la CCI de Corse (<http://www.cci.corsica/marches-publics/>).

Les documents transmis par voie électronique, peuvent être signés électroniquement, en respectant les modalités prévues à l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique

L'arrêté définit les modalités d'utilisation de la signature électronique et du certificat qualifié nécessaire pour que le signataire d'un marché public puisse être considéré comme ayant valablement donné son consentement.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Copie de sauvegarde

Parallèlement à un envoi électronique de la candidature et de l'offre, les candidats peuvent envoyer une copie de sauvegarde sur support physique (support électronique ou papier), portant la mention extérieure apparente « copie de sauvegarde ». Celle-ci ne sera ouverte qu'en cas de défectuosité de l'offre dématérialisée (R.2132-12 Code de la Commande Publique).

IV.2 Les modalités d'envoi

Le dossier de consultation et le règlement de consultation sont à télécharger directement sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse (<http://www.cci.corsica/marches-publics/>), **dès la mise en ligne de la présente consultation.**

Les candidats devront déposer leur réponse sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse (<http://www.cci.corsica/marches-publics/>).

Ils devront déposer les documents ci-dessous :

Pièces de Candidature :

- Outre DC 1 et DC 2 (à télécharger sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>) ou équivalent.
- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Tous documents permettant à l'acheteur la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle du candidat au regard de sa capacité économique et financière, de ses capacités techniques et les moyens et compétences professionnels du candidat conformément à l'article R.2143.5 du Code de la Commande Publique, ainsi que des documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à les engager.
- La présentation d'une liste de références pour des prestations similaires ou équivalentes sur les trois dernières années.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles R.2143-5 à R.2143-12 du Code de la Commande Publique, ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique produisent des dossiers de candidatures ne comportant pas les pièces mentionnées aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Pièces Offre :

Les pièces techniques et financières complétées et signées :

- L'acte d'engagement pour chaque lot
- Le bordereau de prix pour chaque lot
- Le CCTP pour chaque lot
- Le CCAP commun aux lots

Les offres irrégulières pourront être régularisées à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses selon les dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la Commande Publique.

Les offres inappropriées ou inacceptables sont éliminées par le Pouvoir Adjudicateur conformément à l'article L.2152-1 dudit Code.

Les candidats peuvent soit présenter un seul exemplaire des documents relatifs à leur candidature et scinder lot par lot les éléments relatifs à leurs offres, soit présenter pour chacun des lots les éléments relatifs à leurs candidatures et à leurs offres.

Le candidat devra impérativement indiquer dans le DC 1 et dans l'Acte d'engagement pour quel(s) lot(s) il candidate.

Section V –Ouverture des plis et critères de sélection des offres

V.1 Ouverture des plis

L'ouverture des plis n'est pas publique et les candidats n'y sont pas admis.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçues au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le Pouvoir Adjudicateur qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, peut demander aux candidats de compléter leur dossier conformément aux dispositions du I de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique.

Les plis contenant les candidatures seront examinés par le pouvoir adjudicateur aux fins de recevabilité. Les candidats qui n'auraient pas la qualité pour présenter leur candidature au contrat ou dont les capacités paraîtraient insuffisantes seront éliminés.

Les entreprises seront sélectionnées notamment sur la base :

Les candidatures qui n'ont pas été écartées sont examinées pour chacun des lots au regard :

- Des garanties et de la capacité économique et financière ;
- De capacités techniques et professionnelles
- De la liste des prestations similaires ou équivalentes sur les trois dernières années.
- Une attestation d'assurance Responsabilité Civile et Décennale en cours de validité

Les candidats non retenus en sont informés conformément à l'article R2181-1 du Code de la Commande Publique.

V.2 Jugement des offres de l'Accord-Cadre pour chacun des lots :

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats. Il est seulement possible de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères ci-dessous avec leur pondération :

- Valeur technique (30%) appréciée à l'aune de
 - Les moyens humains dédiés à l'exécution des prestations
 - Les moyens matériels dédiés à l'exécution des prestations
- Le prix des prestations (70%)

NB : les prix signalés au bordereau de prix n'ont qu'une valeur indicative.

La détermination des prix de(s) marché(s) subséquent(s) du contrat accord cadre, résultera alors de la mise en concurrence qui sera organisée entre les titulaires de l'accord cadre au moment de la survenance du besoin de notre compagnie consulaire (article R2162-10 du CCP) et sera contractualisée dans le bordereau de prix joint à la mise en concurrence.

Les opérateurs économiques sélectionnés dans l'ordre du classement final, deviendront les prestataires exclusifs de la chambre de commerce et d'industrie de Corse pendant la durée de l'accord cadre pour les services objets de celui-ci. Ils seront remis en concurrence lors de chaque survenance de besoin objet de l'accord cadre.

V.3 Jugement des offres pour les marchés subséquents pour l'ensemble des lots :

Les marchés passés sur le fondement de l'accord cadre dits « marchés subséquents » seront examinés au regard des critères suivants :

- Prix des prestations (70%)

- Délai de réalisation incluant les délais d'approvisionnement (30%)

Le Bordereau de prix à compléter lors des mises en concurrence constituera l'offre de prix pour ces marchés subséquents.

V.4 Visite des lieux :

Une visite obligatoire de présentation du bâtiment sera organisée sur demande émanant du candidat, laquelle devra s'effectuer exclusivement par mail.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse fixera les dates et heures de la visite et en informera le candidat par voie électronique dans les 48h00 de la réception de sa demande.

Les demandes de visite devront parvenir à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse, à l'adresse électronique pf.agostini@cci.corsica et rappelée dans le certificat de visite, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Le candidat remplira et signera un certificat de visite à l'issue de celle-ci qu'il devra obligatoirement joindre à son dossier à défaut de recevabilité.

Section VI – Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions pour le marché public est de 6 mois (180 jours) à compter de la date limite fixée pour la réception des offres annoncée dans l'avis du marché.

Section VII Renseignements complémentaires

1. Des informations administratives complémentaires peuvent être obtenues au :

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse
(<http://www.cci.corsica/marches-publics/>)

2. Adresse à laquelle les documents de consultation peuvent être obtenus

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse
(<http://www.cci.corsica/marches-publics/>)

3. Adresse à laquelle les candidatures et les offres doivent être déposées

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse
(<http://www.cci.corsica/marches-publics/>)

4. Adresse auprès de laquelle des informations techniques complémentaires peuvent être obtenues

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse
(<http://www.cci.corsica/marches-publics/>)

NB/Renseignements administratifs et techniques :

Les questions devront être posées sur le site « Plateforme des achats de l'Etat » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>